

**Région Nouvelle-Aquitaine**

**Direction Culture et Patrimoine**

**Service Filières**

Demande de subvention 2026

Structures de Musiques Actuelles

Première demande

Renouvellement d’une demande

Subventions obtenues les 2 années précédentes

2025 :

2024 :

Montant de la subvention sollicitée pour 2026 :

ATTENTION :Date limite de dépôt

**Lundi 24 novembre 2025 à minuit**

à l’adresse :

[**musiquesactuelles@nouvelle-aquitaine.fr**](mailto:musiquesactuelles@nouvelle-aquitaine.fr)

**Dossier à adresser à :**

##### Monsieur le Président du Conseil Régional de Nouvelle-Aquitaine

##### Direction de la Culture et du Patrimoine – Service Filières

* Il est demandé de nous retourner votre demande **par courrier électronique** avec fichier joint intitulé selon le format d'enregistrement suivant : **département-structure selon l'exemple : 79- XXXXX**
* A l’adresse suivante : [**musiquesactuelles@nouvelle-aquitaine.fr**](mailto:musiquesactuelles@nouvelle-aquitaine.fr)
  + Les documents peuvent être transmis par **https://egf.nouvelle-aquitaine.pro**

**Contacts téléphoniques :**

*Stephane FUSEAU\_ Chargé de mission - Tél. 05 57 57 02 58*

*Priscillia DE PASQUALE\_ Chargée d’instruction – Tél. : 05 55 45 19 73*

*Isabelle PEYRAUD\_Chargée d’instruction – Tél. : 05 57 57 86 15*

*Amandine HARCAUT\_Gestionnaire administrative et financière – Tél. : 05 57 57 81 64*

Le droit d'accès aux informations prévues par la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés s'exerce auprès du service ou de l'Etablissement auprès duquel vous avez déposé votre dossier.

Vos données à caractère personnel feront l'objet d'un traitement automatisé par la Région Nouvelle-Aquitaine aux fins de vous permettre de demander une aide dans le cadre du Règlement d’intervention en faveur du secteur des Musiques Actuelles. Les données sont destinées à la Région Nouvelle-Aquitaine et leurs éventuels sous-traitants. Les données communiquées seront conservées durant 3 ans. Vous pouvez demander à accéder, faire rectifier, ou supprimer les informations vous concernant, ainsi que définir les directives particulières relatives à leur sort après votre décès.

J’accepte les conditions relatives à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

**ATTENTION**

**Dans un souci de bonne gestion financière, tout budget prévisionnel se doit d’être sincère et véritable au risque d’une proratisation de la subvention régionale au vu du budget réalisé. Les contributions volontaires ne sont pas prises en compte dans l’assiette des dépenses éligibles.**

***Sélectionnez l’aide mobilisable dans votre demande*** *(un seul choix possible)* ***:***

**Les Scènes de Musiques actuelles – SMAC** : Cette aide concerne les structure labellisées « Scènes de musiques actuelles » par le Ministère de la Culture, au regard de la conformité de leur projet artistique et culturel avec le décret n°2017-432 du 28 mars 2017 relatif aux labels et aux conventionnement dans les domaines du spectacle vivant et des arts plastiques et à l’arrêté du 05 mai 2017 fixant le cahier des charges des missions et des charges relatif au label « Scène de Musiques Actuelles ».

*Plancher : 30 000 € / Plafond : 150 000 €*

**Les lieux de proximité liés aux musiques actuelles** : Soutien aux projets centrés sur l’enjeu du développement local, favorisant les hybridations entre l’artistique, le social, l’économique et accordant une place significative aux musiques actuelles.

**Niveau 1** : structures professionnelles de création et/ou de diffusion, d’accompagnement ou de formation implantées sur le territoire régional, développant un projet artistique et culturel, animant un lieu. *Plafond : 70 000 €*

**Niveau 2** : projets ou lieux culturels de pratiques favorisant les hybridations entre l’artistique, le social, l’économique et accordant une place significative aux musiques actuelles. *Plafond : 20 000 €*

**Développement artistique - aide aux incubateurs d’artistes** : les structures accompagnant des projets musicaux, ayant une relation régulière et conventionnée avec les artistes et pouvant justifier d’investissements quantifiables sur le projet. *Plafond : 15 000 €*

*Je soussigné·e (NOM Prénom) :*

*en qualité de représentant·e légal·e de la structure et ayant qualité pour l’engager juridiquement, sollicite une subvention pour la réalisation du projet décrit ci-joint.*

*Je certifie l’exactitude des renseignements indiqués dans le présent dossier. J’atteste sur l’honneur la régularité de la situation fiscale et sociale de l’organisme que je représente.*

*Cachet : Date : Signature du·de la représentant·e légal·e :*

**PIECES A JOINDRE IMPÉRATIVEMENT A VOTRE DOSSIER**

Ce dossier ne pourra faire l’objet d’un examen qu’après réception des éléments suivants :

**Lettre de saisine motivée** (*précisant le montant sollicité*) datée et signée par le représentant légal de la structure à l’attention du Président du Conseil Régional

**Version numérique** du présent dossier dûment complété et signé **avec ses annexes**

**Présentation du projet 2026** à intégrer au présent dossier [*(rubrique dédiée à retrouver ici)*](#projet_25)

Avis **de situation** au répertoire SIRENE <http://avis-situation-sirene.insee.fr/avisitu/jsp/avis.jsp> (de moins de 3 mois)

**Attestation sur l’honneur datée et signée** par le responsable de la structure *(dernier page du présent dossier)*

**R.I.B.** original de la structure

Copie des derniers statuts

Charte d’engagements signée du bénéficiaire « Aide régionale envers la Région Nouvelle- Aquitaine CULTURE PATRIMOINE en faveur de la transition écologique et sociale ».

**Pièces justificatives** relatives au **statut juridique** de la structure

* Pour les associations *(s’il s’agit d’une première demande, ou en cas de modifications)*

Insertion au **Journal Officiel**

**Récépissé de déclaration** en Préfecture les **statuts** mis à jour

Procès-verbal de la dernière Assemblée Générale

Liste récente des **membres du Conseil d’Administration et du Bureau**

* Pour les sociétés, SCOP, SCIC *(s’il s’agit d’une première demande, ou en cas de modifications)*

**Extrait de Kbis** original récent

**Procès-verbal** de la dernière Assemblée Générale

* Pour les Collectivités Territoriales ou Regroupement de Collectivités

Copie de la **délibération adoptant le projet** et son plan de financement prévisionnel

**L’inexactitude des renseignements portés sur ce dossier ainsi que le non-respect du délai de saisine pourront conduire au rejet ou à l’ajournement de la demande.**

**Pendant l’instruction, toute modification inhérente à la structure ou au projet devra nous être signalée dans les meilleurs délais.**

**Des pièces complémentaires pourront être demandées par les services lors de l’instruction de la demande de subvention.**

**TRAITEMENT DE LA DEMANDE**

par le bénéficiaire

Retrait du dossier

Septembre 2025

par la collectivité

Transmission du dossier

(*à l’attention de Monsieur le Président du Conseil Régional)*

Date limite dépôt des demandes :

24 novembre 2025

Transmission du dossier au service instructeur

Enregistrement et vérification formelle des pièces demandées

Envoi d’un accusé de réception par mail

DOSSIER COMPLET

Décembre 2025 – janvier 2026

Instruction technique du dossier par le service

Premier trimestre 2026

Validation de l’arbitrage et préparation du vote en Commission Permanente

Second trimestre 2026

Vote de la subvention en Commission Permanente

Notification de la décision à l’opérateur

Avis défavorable notifié par courrier

Avis favorable

Contractualisation par arrêté ou convention

Demande de paiement par l’opérateur via le portail [Mes Démarches en Nouvelle-Aquitaine](https://mes-demarches.nouvelle-aquitaine.f)

Demande de paiement du solde N-1 et antérieur avec présentation des pièces justificatives via le portail [Mes Démarches en Nouvelle-Aquitaine](https://mes-demarches.nouvelle-aquitaine.f)

Dès que possible \*

*\*selon modalités financières fixées dans la convention ou l’arrêté. Les subventions font l’objet d’un arrêté attributif ou d’une convention définissant l’objet, le montant, les conditions d’utilisation et de versement.*

**I – PRÉSENTATION DE LA STRUCTURE**

**NOM INSEE DE LA STRUCTURE** (*La raison sociale est strictement identique à celle figurant sur l’avis de situation INSEE et déclaration préfecture et ne doit pas être saisie sous forme de sigle mais avec le libellé en entier)* **:**

**NOM D’USAGE :**

**SIRET :**

#### **Identification de votre structure**

**Adresse du siège social** (identique à celle du SIRENE et de la déclaration Préfecture)

*(L’adresse du siège social sera la seule adresse de correspondance*

#### **Rayonnement territorial**

Infra départemental  Départemental  Régional  National/international

#### **Contacts**

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
|  | Fonction | Nom-Prénom | Tél - Portable | Courriel |
| Représentant·e légal·e de la structure |  |  |  |  |
| Personne responsable de la structure ou  du projet artistique |  |  |  |  |
| Personne en charge du dossier de demande de subvention |  |  |  |  |

#### **Structuration juridique**

|  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Association** | | **Entreprise** | | **Entreprise individuelle** | | **Collectivités locales** | |
| Association loi 1901 |  | EURL |  | Entreprise individuelle |  | Communes |  |
|  |  | SARL |  | Autoentreprise |  | Cté de communes |  |
|  |  | SCOP / SCIC |  |  |  | Ets publics |  |

Votre structure est-elle assujettie à la TVA ?  Oui  Non  Partiellement

Si oui, taux de TVA et nature des activités taxées :

La structure dispose-t-elle d’un expert-comptable ?  non  oui (précisez ses coordonnées)

Nom et adresse :

La structure dispose-t-elle d’un commissaire aux comptes ? ([[1]](#footnote-1))  non  oui (précisez ses coordonnées)

Nom et adresse :

Votre structure est-elle reconnue d’utilité publique ?  non  oui

Année de création :

**Pour les associations :**

Date d’insertion au J.O (J/M/A) :

Date de la dernière mise à jour des statuts :

N° immatriculation Préfecture :

Date d’immatriculation Préfecture :

**RÉFÉRENCES DES LICENCES D’ENTREPRENEUR DU SPECTACLE :**

Catégorie 1 (Exploitant de lieu de spectacles vivants)

Catégorie 2 (Producteurs de spectacle ou entrepreneurs de tournées)

Catégorie 3 (Les diffuseurs de spectacles)

**Conventionnements**

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **Partenaire public** | **Date de signature de la convention** | **Durée de la convention et années concernées** | **Objet de la convention** | **Si la convention est pluripartite, quels sont les autres partenaires publics signataires ?** |
|  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |

**II – SYNTHESE BUDGETAIRE HORS CONTRIBUTIONS**

**Budget de la structure**

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
|  | **Réalisé 2024** | **Estimé 2025** | **Prévisionnel 2026** |
| **Budget Global** |  |  |  |
| **Report à nouveau\*** |  |  |  |

\*cf dans bilan passif

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
|  | **2023** | **2024** | **2025** | **Prévisions 2026** |
| **Capital ou fonds propres** |  |  |  |  |

**Subventions accordées par la Région Nouvelle-Aquitaine (toutes directions et services**

**confondus)**

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Subventions** | **2024** | **2025** | **Demandées pour 2026** |
| **Fonctionnement** |  |  |  |
| **Investissement** |  |  |  |

**Autres subventions publiques attribuées**

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Attribuées par** | **2024** | **2025** | **Demandées pour 2026** |
| **Etat** |  |  |  |
| **Région *Musiques Actuelles*** |  |  |  |
| **Région *ESS*** |  |  |  |
| **Région *Jeunesse*** |  |  |  |
| **Région *Politique de la Ville*** |  |  |  |
| ***Région Egalité, Vie associative et Solidarité*** |  |  |  |
| **Région** *(Préciser)* |  |  |  |
| **Département** |  |  |  |
| **Métropole ou communauté d’agglomération** |  |  |  |
| **Intercommunalité** |  |  |  |
| **Autres communes (à préciser ci-dessous)** |  |  |  |
| **Fonds Européens** |  |  |  |
| **Mécénat/ parrainage** |  |  |  |
| **Organismes parapublics** |  |  |  |
| **TOTAL** |  |  |  |

**Bilan des charges hors contributions**

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
|  | **2024** | **2025** | **Prévisionnel 2026** |
| **Charges artistiques** *hors personnel* **\*** |  |  |  |
| **Charges de médiation et d’éducation artistique et culturelle** *hors personnel* |  |  |  |
| **Masse salariale globale** |  |  |  |
| **Charges financières (impôts, frais financiers…)** |  |  |  |
| **Autres charges** |  |  |  |
| **TOTAL \*\***  **= Budget global** |  |  |  |

*\* A savoir que dans le cas d’un octroi d’une subvention supérieure à 20 000€, un calcul de proratisation est effectué sur la base des dépenses éligibles.* ***Dépenses éligibles = budget global - charges artistiques***

\*\**Le montant total doit correspondre au montant (hors contribution volontaire) figurant dans le budget prévisionnel 2026*

**III – FICHE DE SYNTHESE PROJETEE 2025**

**Moyens humains de la structure**

**ETP permanent :**

* + Nombre total de salariés :
  + Dont ETP Administratifs :
  + Dont ETP Techniques :
  + Dont CDI :

**Intermittent·e.s** (précisez le nombre de personnes mobilisées sur le fonctionnement de la structure pour l’année, les fonctions et temps de travail estimé) :

**Stagiaires ou apprenti·e.s** (précisez la fonction exercée) :

**Bénévoles régulier·e.s** (précisez nombre de personnes mobilisées sur le fonctionnement de la structure, fonctions et équivalent temps plein annuel global estimé) :

**Diffusion pour les structures concernées**

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  | **Pop rock** | **Musique urbaine** | **Chanson Française** | **Musique du monde** | **Jazz** | **Musique improvisée** | **Musique traditionnelle** | **Musique électronique** | **TOTAL** |
| **Nombre de concerts** |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| **Nombre de groupes** |  |  |  |  |  |  |  |  |  |

Dont nombre de groupes régionaux diffusés :

Dont nombre de groupes départementaux diffusés :

Dont nombre de groupes amateurs diffusés :

Montant total du budget de diffusion :

Montant total du budget diffusion en faveur des groupes régionaux :

Nombre de groupes d’expression basque/occitane/poitevin-saintongeais accueillis :

Nombre d’entrées :

Dont public scolaire :

**Accompagnement des groupes**

Nombre de groupes accompagnés :

Dont groupes professionnels (préciser le nombre de groupe régionaux) :

Dont groupes amateurs (préciser le nombre de groupe régionaux) :

Montant dédié à l’accompagnement :

**Médiation vers le public lycéen / apprentis**

Intitulé de l’action :

Précisez s’il s’agit d’une action inscrite dans les dispositifs de l’État (Programmes Académiques, classes à PAC, AAS,…) :

Description (durée, contenu) :

Lycées (précisez les noms des établissements concernés) :

Nombre d’élèves concernés :

Nombre d’heures d’intervention :

**IV – ESTIMATION DU BUDGET REALISE pour 2025**

**Merci de préciser  HT  TTC**

###### Année ou Exercice 2025

###### Arrêté au :

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **CHARGES** | **Prévisionnel 2025** | **Réalisé 2025** | **%** | **PRODUITS** | | **Prévisionnel 2025** | **Réalisé 2025** | **%** |
| **I. Charges directes affectées à l’action** | | | | **I. Ressources directes affectées à l’action** | | | | |
| **60 – Achat** |  |  |  | **70 - Vente de produits finis, prestations de services, marchandises** | |  |  |  |
| Prestations de services |  |  |  | Prestations de services | |  |  |  |
| Achats matières et fournitures |  |  |  | Vente de marchandises | |  |  |  |
| Autres fournitures |  |  |  | Produits activités annexes | |  |  |  |
| **61 - Services extérieurs** |  |  |  |  | |  |  |  |
| Locations immobilières et immobilières |  |  |  | **74 - Subventions d’exploitation** (2) | |  |  |  |
| Entretien et réparation |  |  |  | État | |  |  |  |
| Assurance |  |  |  |  | |  |  |  |
| Documentation |  |  |  |  | |  |  |  |
| Divers |  |  |  | Région | |  |  |  |
| **62 - Autres services extérieurs** |  |  |  |  | |  |  |  |
| Rémunérations intermédiaires et honoraires |  |  |  | Département | |  |  |  |
| Publicité, publication |  |  |  | Commune(s) | |  |  |  |
| Déplacements, missions |  |  |  |  | |  |  |  |
| Services bancaires, autres |  |  |  |  | |  |  |  |
| **63 - Impôts et taxes** |  |  |  | Organismes sociaux (à détailler) | |  |  |  |
| Impôts et taxes sur rémunération |  |  |  |  | |  |  |  |
| Autres impôts et taxes |  |  |  |  | |  |  |  |
| **64 - Charges de personnel** |  |  |  | Fonds européens | |  |  |  |
| Rémunération des personnels |  |  |  | ASP (emplois aidés) | |  |  |  |
| Charges sociales |  |  |  | Autres aides, dons ou subventions affectées | |  |  |  |
| Autres charges de personnel |  |  |  |  | |  |  |  |
| **65 - Autres charges de gestion courante** |  |  |  | **75 - Autres produits de gestion courante** | |  |  |  |
| **66 - Charges financières** |  |  |  |  | |  |  |  |
| **67 - Charges exceptionnelles** |  |  |  | **76 - Produits financiers** | |  |  |  |
| **68 - Dotation aux amortissements** |  |  |  | **78 - Reports** ressources non utilisées d’opérations antérieures | |  |  |  |
|  |  |  |  |  | |  |  |  |
| **II. Charges indirectes affectées à l’action** | | | | **II. Ressources indirectes affectées à l’action** | | | | |
| **Charges fixes de fonctionnement** |  |  |  |  |  | |  |  |
| **Frais financiers** |  |  |  |  |  | |  |  |
| **Autres** |  |  |  |  |  | |  |  |
| **Total des charges** |  |  |  | **Total des produits** |  | |  |  |
| **86 - Emplois des contributions volontaires en nature** |  |  |  | **87 - Contributions volontaires en nature** |  | |  |  |
| Secours en nature |  |  |  | Bénévolat |  | |  |  |
| Mise à disposition gratuite de biens et prestations |  |  |  | Prestations en nature |  | |  |  |
| Personnel bénévole |  |  |  | Dons en nature |  | |  |  |
| **TOTAL** |  |  |  | **TOTAL** |  | |  |  |

Report à nouveau 2024 inscrit au BP 2025 :

Résultat prévisionnel 2025 excédentaire ou déficitaire de :

**A :**

**Le :**

***Signature (Nom, prénom et qualité***

**V – DESCRIPTION DU PROGRAMME DE DIFFUSION 2026**

**Présentation du projet 2026**

Le descriptif de votre projet sera la base du rapport de présentation qui sera établi pour l’étude de votre dossier par le Service Filières de la région Nouvelle-Aquitaine. Il doit être précis et indiquer tous les éléments utiles à l’analyse du dossier.

**Insérer ici le projet d’activités 2026** : Présenter l’ensemble des actions de manière détaillée (forme libre ou PJ) :

*Synthèse du projet, soutien à la diffusion, aide à la création, transmission, médiation spécifique (dont éducation artistique et culturelle), politique tarifaire, engagements en faveur des droits culturels, de la parité, de la RSO, du développement durable, partenariats et réseaux etc…*

**VI – Questionnaire sur les enjeux de la transition écologique et sociale**

La Région Nouvelle-Aquitaine s’est engagée depuis 2019 à valoriser les initiatives portées par la société civile, dont les acteurs culturels, pour un avenir durable sur le territoire. De nombreux acteurs participent déjà à la construction des projets culturels plus soutenables via des expérimentations ou du travail en réseau. Ce questionnaire permet d’ouvrir une fenêtre vers ces initiatives.

**Transition écologique**

1. Avez-vous déjà initié des actions en faveur de la transition écologique :

Oui

Non

1. Si oui, pourriez-vous indiquer à quelle(s) thématique(s) vos actions se rattachent :

Mobilités douces

Gestion raisonnée des énergies et de l’eau

Éco-conception

Réflexion RSE

Alimentation durable (par exemple : circuits courts, part d’alimentation non carnée)

Numérique responsable (par exemple : communication responsable, logiciels libres, achats reconditionnés, etc…)

Autre :

1. Pourriez-vous décrire une action menée ainsi que les difficultés rencontrées ?
2. Envisagez-vous d’autres actions à mener dans les années à venir ?

Avez-vous des projets favorisant une réduction durable d’émission de CO² :

Avez-vous des projets visant à favoriser plus d’égalité : montée en compétence des équipes (sur les transitions environnementales), l’accompagnement à la transformation des métiers, le maintien dans l’emploi des seniors, la lutte contre les discriminations, visant à favoriser l’insertion professionnelle, le respect de l’égalité professionnelle et salariale femmes-hommes, la promotion de la qualité de vie au travail, un meilleur partage des richesses et en encourageant un management humain...) :

Des ressources et des outils sont disponibles sur le [portail Culture et Patrimoine de la Région Nouvelle-Aquitaine – Espace Professionnel – Onglet Transitions](https://www.culture-nouvelle-aquitaine.fr/espace-professionnel/?th=700).

**Lutte contre les violences et harcèlements sexistes et sexuels**

Avez-vous un plan d’action concernant la lutte contre les VHSS ? :

Oui

Non

En projet

Des membres du Conseil d’Administration et des permanents ont-ils suivi les formations spécialisées sur ces sujets ? :

Oui

Non

En projet

Votre structure est-elle partenaire du dispositif « Angela » (dispositif de lutte contre les violences sexistes et sexuelles dans l'espace publicpermettant pour une victime de harcèlement de se réfugier dans un établissement partenaire) ? :

Oui

Non

En projet

**En matière de mobilité**

* Avez-vous mis en place une stratégie ou un plan d'action spécifique pour réduire l'empreinte carbone liée à la mobilité (pour votre public, vos artistes et vos équipes) ?

Oui

Non

En cours de réflexion

* Concernant la mobilité des spectateurs, artistes et/ou personnel, quelles actions ou aménagements avez-vous mis en place pour favoriser les modes de transport à faible impact carbone ? (Vous pouvez cocher plusieurs cases)

Encouragement au covoiturage (ex. : plateforme dédiée, places de parking réservées)

Aménagements pour les vélos (ex. : stationnement sécurisé, bornes de gonflage)

Partenariats avec les transports en commun (ex. : tarifs réduits, navettes)

Mise à disposition de bornes de recharge pour véhicules électriques

Actions de sensibilisation du public

Autres (merci de préciser) : ...........................

**En fonction du niveau d’aide accordé par la Région Nouvelle-Aquitaine, il sera demandé un engagement sur des actions précises en cours de réalisation ou envisagées à la suite d’échanges avec votre service instructeur et annexé à la convention d’attribution de l’aide.**

**VII - BUDGET PREVISIONNEL 2026**

***Merci de cocher  HT  TTC***

*Ne pas indiquer les centimes – Tout prévisionnel doit être présenté à l’équilibre.*

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **CHARGES** | **Prévisionnel 2026** | **%** | **PRODUITS** | **Prévisionnel 2026** | **%** |
| **I. Ressources directes affectées à l’action** | | |
| **60 – Achat** |  |  | **70 - Vente de produits finis, prestations de services, marchandises** |  |  |
| Prestations de services |  |  | Prestations de services |  |  |
| Achats matières et fournitures |  |  | Vente de marchandises |  |  |
| Autres fournitures |  |  | Produits activités annexes |  |  |
| **61 - Services extérieurs** |  |  |  |  |  |
| Locations immobilières et immobilières |  |  | **74 - Subventions d’exploitation** (2) |  |  |
| Entretien et réparation |  |  | État |  |  |
| Assurance |  |  |  |  |  |
| Documentation |  |  |  |  |  |
| Divers |  |  | Région Musiques Actuelles |  |  |
| **62 - Autres services extérieurs** |  |  | Région ESS / innovation sociale |  |  |
| Rémunérations intermédiaires et honoraires |  |  | Région Politique de la ville |  |  |
| Publicité, publication |  |  | Région jeunesse |  |  |
| Déplacements, missions |  |  | Région Formation professionnelle |  |  |
| Services bancaires, autres |  |  | Région. |  |  |
|  |  |  | Département |  |  |
|  |  |  | Commune(s) |  |  |
| **63 - Impôts et taxes** |  |  | Organismes sociaux (à détailler) |  |  |
| Impôts et taxes sur rémunération |  |  |  |  |  |
| Autres impôts et taxes |  |  |  |  |  |
| **64 - Charges de personnel** |  |  | Fonds européens |  |  |
| Rémunération des personnels |  |  | ASP (emplois aidés) |  |  |
| Charges sociales |  |  | Autres aides, dons ou subventions affectées |  |  |
| Autres charges de personnel |  |  |  |  |  |
| **65 - Autres charges de gestion courante** |  |  | **75 - Autres produits de gestion courante** |  |  |
| **66 - Charges financières** |  |  |  |  |  |
| **67 - Charges exceptionnelles** |  |  | **76 - Produits financiers** |  |  |
| **68 - Dotation aux amortissements** |  |  | **78 - Reports** ressources non utilisées d’opérations antérieures |  |  |
|  |  |  |  |  |  |
| **II. Ressources indirectes affectées à l’action** | | |
| **Charges fixes de fonctionnement** |  |  |  |  |  |
| **Frais financiers** |  |  |  |  |  |
| **Autres** |  |  |  |  |  |
| **Total des charges** |  |  | **Total des produits** |  |  |
| **86 - Emplois des contributions volontaires en nature** |  |  | **87 - Contributions volontaires en nature** |  |  |
| Secours en nature |  |  | Bénévolat |  |  |
| Mise à disposition gratuite de biens et prestations |  |  | Prestations en nature |  |  |
| Personnel bénévole |  |  | Dons en nature |  |  |
| **TOTAL** |  |  | **TOTAL** |  |  |

A :

Le :

*Signature : (Nom, prénom, qualité)*

Attestation sur l’honneur

Je soussigné·e\* :

Qualité :

Représentant·e légal·e de l’organisme :

1. Certifie que l’organisme est régulièrement déclaré (hors collectivités locales),
2. Certifie que l’organisme est en règle au regard de l’ensemble des déclarations sociales et fiscales ainsi que des cotisations et paiements correspondants,
3. Certifie exactes et sincères les informations du présent dossier, notamment la mention de l’ensemble des demandes de subventions introduites auprès d’autres financeurs publics ainsi que l’approbation du budget par les instances statutaires,
4. M’engage à respecter les dispositions du règlement financier et de ses annexes ainsi que les dispositions réglementaires générales s’appliquant au domaine des subventions publiques,
5. Prend acte du fait qu’en cas de non-respect de ces règles, je m’expose au remboursement des sommes versées par la Région.

Fait à :

Le :

Signature\* :

\*Si le signataire n’est pas le·a représentant·e légal·e de l’organisme, merci de joindre le pouvoir lui permettant d’engager celui-ci.

##### Attention

Toute fausse déclaration est passible de peines d’emprisonnement et d’amendes prévues par les articles 441-6 et 441-7 du code pénal. Le droit d’accès aux informations prévues par la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l’informatique, aux fichiers et aux libertés s’exerce auprès du service ou de l’Etablissement auprès duquel vous avez déposé votre dossier.

Une image contenant Police, texte, Graphique, logo

Le contenu généré par l’IA peut être incorrect.

Charte d’engagements du

bénéficiaire d’une aide régionale

envers la Région Nouvelle- Aquitaine

CULTURE PATRIMOINE

Dès 2019, sur la base d’un diagnostic scientifique posé par plus de 400 chercheurs d’Acclimaterra et d’Ecobiose, la Région Nouvelle-Aquitaine a adopté la feuille de route NéoTerra qui doit permettre de réorienter l’ensemble des politiques régionales pour lutter contre les émissions de gaz à effet de serre et l’érosion de la biodiversité. L’accumulation de crises climatiques, sanitaires, géopolitiques et sociales montre la nécessité d’accompagner et d’accélérer encore plus les transitions.

Cette volonté régionale d’accompagner l’ensemble des bénéficiaires dans ces transitions se traduit dans cette charte en incitant à être acteur de son territoire et de son écosystème. Elément constitutif du dossier de demande d’aide, cette charte répond à l’objectif fixé par la Région Nouvelle-Aquitaine de devenir la première région éco-responsable et vise à embarquer le plus grand nombre pour une Nouvelle-Aquitaine décarbonée, dynamique, solidaire et prospère.

Depuis quelques années déjà, l’écosystème culturel et patrimonial régional a engagé sa transition environnementale et la Région Nouvelle-Aquitaine souhaite **accompagner en ingénierie** les porteurs de projets culturels et patrimoniaux dans leurs démarches en faveur d’un changement de paradigme. Le principe guidé par la Région est celui de **co-construction**, aussi bien en interne à la Région qu’avec les partenaires : institutions, collectivités territoriales engagées, agences et réseaux de professionnels constitués (Direction Régionale des Affaires Culturelles (DRAC), l’agence A, l’Office Artistique de la Région Nouvelle- Aquitaine (OARA), l’Agence Livre Cinéma et Audiovisuel de Nouvelle-Aquitaine (ALCA), Association pour le Prêt de Matériel d’Actions Culturelles (APMAC), inter réseau, etc.).

Le secteur de la Culture et du Patrimoine est un secteur lui-même fragile. L’objectif pour la Région est donc de rechercher des **co-bénéfices** en matière de transition, c’est-à-dire de prioriser les mesures qui permettent de rendre plus robustes les modèles économiques, qui favorisent le bien-être au travail, qui participent d’une meilleure équité territoriale et d’une meilleure égalité entre les femmes et les hommes et qui ne nuisent pas aux libertés artistiques, dans le respect des droits culturels de chacun.

**1. Être plus efficace et plus sobre dans l’usage des ressources naturelles**

Compte tenu des enjeux critiques pour le territoire en matière de ressource en eau, et compte tenu des enjeux mondiaux en matière de transition énergétique, les opérateurs culturels s’engagent à s’inscrire dans une plus grande frugalité des usages et à proposer un suivi fiable des consommations de fluides.

Compte tenu des enjeux transversaux en matière de préservation de toutes les autres ressources naturelles (métaux, forêts, sols, biodiversité, etc.) et du caractère hautement symbolique et exemplaire de leurs activités, les opérateurs culturels s’engagent également à développer une plus grande efficacité et une plus grande sobriété dans leurs processus de productions artistique et culturelle, notamment par le recours à l’éco-conception, à l’économie de la fonctionnalité et de la coopération, et via une économie plus circulaire.

**2. Réduire les impacts négatifs liés aux mobilités culturelles**

Dans un esprit d’ouverture sur le monde et de promotion de la libre-circulation des personnes, en ayant pour ambition d’améliorer le bien-être au travail de chacun, les opérateurs culturels s’engagent à mesurer et réduire l’ensemble des impacts environnementaux liés aux mobilités (émissions de gaz à effet de serre, émissions de particules fines, extraction de métaux polluants, etc.) de leurs publics, de leurs équipes de travail, des artistes accueillis et des prestataires ou intervenants extérieurs.

Pour ce faire, en coopération avec les institutions publiques ayant la compétence concernée, en tenant compte des ressources disponibles sur leur territoire, les opérateurs culturels veilleront à systématiquement favoriser les mobilités actives (marche, vélo, etc.), les mobilités partagées (transports collectifs, covoiturage, etc.) et les moyens de transports identifiés comme plus durables (train, véhicules électriques légers, etc.).

**3. Accompagner les transformations du territoire et notamment la transition agroécologique**

Les opérateurs culturels s’engagent à rester ou devenir parties prenantes des transformations du territoire néo-aquitain et notamment de la transition agroécologique, via leur politique d’achat et leur stratégie partenariale. Dans l’exercice de leurs activités, les opérateurs culturels veilleront plus globalement à favoriser les prestataires les plus à même de s’inscrire dans des pratiques soutenables. Ils tâcheront de promouvoir une alimentation durable, directement ou par l’entremise des prestataires choisis.

**4. Valoriser les patrimoines naturel et culturel fragilisés**

Compte tenu de la fragilisation importante des patrimoines naturel et culturel, y compris néoaquitain, en raison des crises environnementales et notamment le dérèglement climatique, les opérateurs culturels s’engagent à porter une attention particulière à ces patrimoines, à travers des pratiques mémorielles, des pratiques d’éducation artistique et culturelle ou des projets de création.

**5. Recourir aux usages numériques de façon sobre et raisonnée**

Dans un contexte de développement continu et rapide des usages numériques et de pratiques culturelles en ligne, et en conscience de l’intérêt de préserver leur capacité et esprit d’innovation et d’expérimentation, les opérateurs culturels s’engagent recourir aux outils numériques de façon sobre et raisonnée.

**6. Ne pas nuire aux écosystèmes locaux et à la biodiversité**

Enfin, les opérateurs culturels s’engagent à ne pas porter atteinte aux écosystèmes locaux et à la biodiversité, en réduisant au maximum les pollutions générés par leurs activités et notamment les déchets (mégots, objets à usage unique, plastiques, etc.) et en mesurant et réduisant chaque fois que nécessaire leurs impacts sur la faune et la flore locales, notamment lors de tournages ou activités en extérieur.

De façon transversale, l’ensemble des opérateurs culturels s’engagent également :

* + **à permettre une montée en compétence de leurs équipes** (permanentes ou non) sur la transition environnementale et accompagner la transformation des métiers et l’évolution des compétences (apparition de nouveaux métiers, développement de nouvelles compétences, la nécessité de formation…).
  + **à œuvrer à la transition pour tous** : le bénéficiaire veille à mettre en place des actions pour la formation des salariés et des jeunes (moins de 25 ans) aux métiers d’avenir, l’embauche et la formation d’apprentis et d’alternants ; le maintien dans l’emploi des seniors, la transmission des savoirs et savoir-faire ; la lutte contre les discriminations, les actions en faveur de l’insertion professionnelle (notamment des travailleurs en situation de handicap) ; le respect de l’égalité professionnelle et salariale femmes-hommes et à la lutte contre toutes les discriminations ; la promotion de la qualité de vie au travail, en accordant une attention particulière à la santé et à la sécurité au travail ; l’amélioration des gouvernances et politiques salariales, en assurant un meilleur partage des richesses et en encourageant un management humain.

Enfin, dans le plein respect des libertés artistiques de création et de diffusion, ils s’interrogeront sur leur capacité à contribuer, par la force spécifique des projets artistiques et culturels, à l’émergence et au déploiement d’imaginaires désirables et plus soutenables.

**Le Représentant du bénéficiaire**

(cachet et signature)

1. Obligation notamment pour toute association qui reçoit annuellement plus de 153 000 € de dons ou de subventions, conformément à l’article L612-4 du

   code de commerce ou au décret n° 2006-335 du 21 mars 2006. [↑](#footnote-ref-1)